

Cesson-Sevigne
6 rue de la Carriere
35510 Cesson-Sevigne

Tél : +33682868396
Mél : alain.keller@bureauveritas.com

N° affaire : 29389882/1

Mission : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Opération :

Opération : 29/QUIMPERLE/RUE PONT AVEN
69, rue de Pont-Aven (Kervidanou)
29300 QUIMPERLE

Destinataire :


ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE BRETAGNE
Andy CADIOT
14 avenue Henri Fréville
35200 RENNES

Plan Général de Coordination

P.G.C.

Opération de catégorie : 2



Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
01/12/2025	Rev0	PGC INITIAL	Alain KELLER 

SOMMAIRE

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	6
1.1. Présentation du projet	6
1.1.1. Objet de l'opération	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier	6
1.1.4. Démarche environnementale	6
1.1.5. Prévision du nombre de lots	6
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier	6
1.2. Présentation des intervenants	6
2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	8
2.1. Principe des séquences d'interventions	8
2.2. Inspections Communes	8
2.3. PPSPS	8
2.3.1. Pénalités	9
2.4. Sous-traitance	9
2.4.1. Déclaration des sous-traitants	9
2.4.2. Transmission du PGC	9
2.4.3. Obligation du sous-traitant	9
2.5. Intérimaires	10
2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	10
2.7. Travailleurs indépendants art L4535-1	10
2.8. Protections individuelles	10
2.9. Modalité d'accueil des salariés	10
2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers	11
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	12
3.1. Accès au site et réseaux provisoires	12
3.2. Emprise de chantier	12
3.2.1. Clôture et portail	12
3.2.2. Accès	12
3.2.3. Circulations	12
3.2.4. Signalisation	12
3.2.5. Stationnements	12
3.2.6. Stockage	12
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)	13
3.2.8. Cantonnements et entretien	13
3.3. Nettoyages (hors cantonnement)	14
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier	14
3.3.2. Plan d'installation de chantier	14
3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier	15
4. MESURES DE COORDINATION SPS	16
4.1. Définition des séquences d'interventions	16
4.2. Analyse de risques	17
4.3. Co-activités et protections collectives	19
4.3.1. Organisation de la sécurité collective	19
4.3.2. Déplacement de protection collective	19
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise	20
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles	20
4.4. Equipement de levage	20
4.4.1. Autorisation de survol	20
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention	20
4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	21

4.5.1. Approvisionnements et stockage	21
4.5.2. Travaux superposés	21
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux	21
4.5.4. Protection contre le bruit	21
4.5.5. Protection contre l'incendie	21
4.5.6. Travaux en hauteur	21
4.5.7. Echafaudage, tour escalier	22
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins	22
4.6. Moyens communs	22
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur	22
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier	22
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels	22
4.6.4. Protection des accès – Auvents	22
4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets	22
5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER	24
5.1. Stockages sur le chantier	24
5.2. Nettoyage	24
5.3. Enlèvement des déchets	24
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires	24
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés	25
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	25
6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	26
6.1. Déclarations particulières	26
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération	26
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin	28
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	28
6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu	28
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages	28
6.7. Cas particulier	28
7. ORGANISATION DES SECOURS	29
7.1. Téléphone de secours	29
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	29
7.3. Travail isolé	29
7.4. Procédure d'organisation des secours	29
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident	29
7.6. Point de rencontre secours	29
7.7. Modèle de fiche de secours	30
ANNEXES AU P.G.C.	31

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

des documents transmis par la Maîtrise d'Ouvrage

- Le CCTP (version 1)

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

Travaux de dépollution de sols par oxydation chimique, et excavation.

Excavation avec élimination hors site des terres superficielles jusqu'à 1 m de profondeur puis oxydation chimique in-situ au droit des zones de pollutions concentrées :

- Le démantèlement des ouvrages enterrés (cuves) et leur gestion en filière adaptée puis le remblaiement des fouilles ;
- La dépollution des sols et des eaux souterraines impactés en hydrocarbures en zone saturée à partir d'1 m de profondeur par oxydation chimique in-situ ;(*)
- Le démantèlement des surfaces (bétons / enrobés) ;
- La gestion des sols impactés en hydrocarbures jusqu'à 1 m de profondeur par excavation et gestion en biocentre ;

1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de consultation des entreprises : appel d'offres

Mode de passation des marchés : lot unique

Type de marchés : publics

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 5 janvier 2026

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 3

Phasage des travaux:

1.1.4. Démarche environnementale

Valorisation des déchets :

Se reporter au CCTP.

1.1.5. Prévision du nombre de lots

Nombre de lots (estimation) : 1 lot DEPOLLUTION et TERRASSEMENT avec 2 sous-traitants.

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : 10

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE BRETAGNE	14 avenue Henri Fréville 35200 RENNES	06 42 20 29 66 andy.cadiot@epfbretagne. fr	Andy CADIOT
Maîtrise d'œuvre	SOLER IDE	4, rue des Couardières 35136 Saint Jacques de la Lande	bretagne@vertical- sea.com	Syvain BERGERONNEAU
Coordonnateur SPS	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION BREST	26 rue de l'eau blanche CS 62827 29228 BREST CEDEX 2	jean.yves- le.dorze@bureauveritas.c om	Jean-Yves LE DORZE

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Inspection du travail	DDETS de QUIMPER	18, rue Anatole Le Braz 29196 QUIMPER	ddets-uc1-2@finistere.gouv.fr	Mr.
CARSAT	CARSAT BRETAGNE (secteur Finistère)	236, rue de Châteaugiron 35030 RENNES CEDEX 9	jean-francois.jegu@carsat-bretagne.fr	JEAN-FRANCOIS JEGU
OPPBTP	OPPBTP - Agence de Rennes	18-20, rue Bahun-Rault 35000 Rennes	j.f.cadiou@oppbtp.fr	Jean-François CADIOU

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas mais complète les modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Les entreprises qui doivent établir un PPSPS et participer à une IC sont déterminées en appliquant les règles décrites dans l'Annexe au PGC intitulée Annexe Arrêt Cour de Cassation du 14 Janvier 2025.

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.3.1. Pénalités

Se reporter au CCAP de l'opération.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.4.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.7. Travailleurs indépendants art L4535-1

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.9. Modalité d'accueil des salariés

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités

compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

Contrat d'intérim si pas de DUE,

Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Présence d'amiante dans les existants

Sans objet

Présence de plomb dans les existants

Sans objet

Présence de silice dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de silice"

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

Les voies d'accès à la zone de travaux sont existantes.
Accès par la rue de Pont Aven

3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

La clôture de chantier est existante.
L'entreprise titulaire doit maintenir en permanence le chantier clos pendant toute la durée des travaux.

3.2.2. Accès

En l'absence de voie latérale sur certaines zones, il sera réalisé une piste permettant l'accès pour les travaux et les secours

3.2.3. Circulations

Dans les zones chantier, la vitesse est limitée à 30 Kms/h pour les VL et 20 Kms/h pour les engins et camions

3.2.4. Signalisation

La signalisation sera mise en place au fur et à mesure de l'avancement du chantier, mise en place, entretien et enlèvement en fin de chantier à la charge de l'entreprise titulaire.

3.2.5. Stationnements

Des zones de stationnement des véhicules et engins sont à aménager.

3.2.6. Stockage

L'entreprise prévoit une aire de stockage temporaire de matériaux impactés qui permettra d'accueillir des matériaux temporairement afin de les recharacteriser si nécessaire.

L'aire stockage temporaire sera préférentiellement disposée sur les zones imperméabilisées du site.

En dehors des zones du site imperméabilisées, l'aire de stockage temporaire sera composée d'un complexe étanche (polyane + géotextile). En périphérie, des merlons de terre seront réalisés afin de contenir les eaux relarguées par les terres (dans le cas échéant).

Le bâchage des tas sera effectué en présence d'une teneur en polluants volatils supérieure à 10 ppm dans le lot.

Chaque tas sera identifié par une pancarte.

Des prélèvements de sols de surface seront réalisés avant et après stockage au droit des zones de stockage selon un maillage à définir avec la MOE. Un pack ISDI sera analysé pour chaque prélèvement.

Une zone d'approvisionnement carburant sera établi pour l'alimentation des engins.

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

Ceci comprend la fourniture des armoires et des réseaux de distribution de l'installation qui devront être conformes aux prescriptions des règlements en vigueur et notamment les articles R.4215-3 à R.4215-17 du code du travail et de la Norme NFC 15100.

Travaux à la charge de l'entreprise titulaire.

3.2.8. Cantonnements et entretien

L'entreprise Titulaire doit l'installation d'une base-vie complète (réfectoire, vestiaire et sanitaire pour homme et femme) pour l'ensemble des intervenants pendant toute la durée des travaux.

L'entreprise titulaire doit organiser la position de la base vie et la circulation piétonne vers celle-ci pour qu'elle soit directement accessible depuis la voie publique, sans traverser les zones de travaux ni être sous le survol de charges.

Plan d'installation de chantier

Le plan d'installation de chantier doit être établi par l'entreprise titulaire au cours de la période de préparation du chantier. Il indiquera, notamment :

- les accès au chantier,
- les modalités de clôture,
- l'implantation de la zone de cantonnements et bureaux.
- l'implantation des engins de manutention lourde,
- l'implantation des aires de livraisons TCE,
- l'implantation des aires de travail spécifiques et de stockages et de gestion de déchets
- l'implantation des aires de lavage des roues, bennes à béton et toupies,
- la signalisation à mettre en place,
- les circulations piétonnes du chantier, horizontales et verticales,
- les protections particulières vis à vis du public.

Locaux du personnel

Sanitaires (à la charge de l'entreprise titulaire)

L'entreprise doit la mise en place d'un bungalow sanitaire équipé de points d'eau avec température réglable (eaux chaude et froide), d'urinoirs, de WC et d'une douche pour l'ensemble du personnel (10 personnes).

Ce bungalow doit être éclairé, chauffé et nettoyé régulièrement.

Les dépenses d'entretien de ce sanitaire sont au titre du compte prorata.

Ce sanitaire doit rester jusqu'à la fin des travaux.

Une installation spécifique sera installée en cas de présence de personnel féminin pour satisfaire à la réglementation.

N.B. : Cette installation est à mettre en place au plus tôt pour les travaux de terrassement.

En cas d'installation décalée des sanitaires par rapport au démarrage du terrassement, l'entreprise de terrassement installera un WC chimique pour son personnel et la mise à disposition d'eau potable.

En cas d'impossibilité de raccordement au réseau EU, l'installation sanitaire sera raccordée sur une fosse par le lot Gros OEuvre qui organisera les vidanges régulières.

Vestiaires commun à tous les lots (à la charge de l'entreprise titulaire)

Chaque entreprise intervenante (y compris sous-traitant) doit avoir à sa disposition un espace vestiaire équipé d'armoires métalliques à double compartiment, de chaises ou de bancs. Les vestiaires doivent être correctement éclairés et chauffés.

Une installation spécifique sera installée en cas de présence de personnel féminin pour satisfaire à la réglementation.

Réfectoire commun à tous les lots (à la charge de l'entreprise titulaire)

L'entreprise met à disposition du personnel Tout Corps d'Etat un local adapté et conforme à la réglementation.

Les repas sur le tas sont interdits.

Bureau de chantier (à la charge de l'entreprise titulaire)

Une salle doit être équipée de tables, chaises, panneaux d'affichage de plans, pour 15 personnes.

Ce local doit être éclairé, ventilé et chauffé.

Le nettoyage et l'entretien de ces locaux seront pris en charge par l'entreprise titulaire.

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

L'entreprise titulaire a à sa charge l'entretien et la maintenance des bases vie et des bases de chantier élémentaires.

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le maître d'ouvrage s'assure auprès du maître d'œuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.

Il vérifie que le projet de plan d'installation de chantier est joint à ces mêmes dossiers.

Le coordonnateur SPS collabore avec le maître d'œuvre à la transcription par celui-ci, sous forme de plan, du projet d'installation de chantier.

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **Lot DEPOLUTION et TERRASSEMENT** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des barrières définitives prévues par le Maître d'Ouvrage,
- des conduites enterrées et aériens,
- des clôtures et protections temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- de l'emplacement des bennes à déchets,
- de l'emplacement de l'aire de rinçage des toupies, et nettoyage camion
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à

la charge de l'entreprise **Lot DEPOLUTION et TERRASSEMENT** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	Existante	Lot Unique	RECEPTION FINALE DES TRAVAUX
Accès	Lot DEPOLUTION et TERRASSEMENT	Lot DEPOLUTION et TERRASSEMENT	RECEPTION FINALE DES TRAVAUX
Circulations	Lot DEPOLUTION et TERRASSEMENT	Lot DEPOLUTION et TERRASSEMENT	RECEPTION FINALE DES TRAVAUX
Signalisation	Lot DEPOLUTION et TERRASSEMENT	Lot DEPOLUTION et TERRASSEMENT	RECEPTION FINALE DES TRAVAUX
Stationnement	Lot DEPOLUTION et TERRASSEMENT	Lot DEPOLUTION et TERRASSEMENT	RECEPTION FINALE DES TRAVAUX
Stockage	Lot DEPOLUTION et TERRASSEMENT	Lot DEPOLUTION et TERRASSEMENT	RECEPTION FINALE DES TRAVAUX
Réseaux provisoires de chantier	Lot DEPOLUTION et TERRASSEMENT	Lot DEPOLUTION et TERRASSEMENT	RECEPTION FINALE DES TRAVAUX
Coffret électrique général	Lot DEPOLUTION et TERRASSEMENT	Lot DEPOLUTION et TERRASSEMENT	RECEPTION FINALE DES TRAVAUX
Coffret divisionnaire et éclairage	Lot DEPOLUTION et TERRASSEMENT	Lot DEPOLUTION et TERRASSEMENT	RECEPTION FINALE DES TRAVAUX
Cantonnement	Lot DEPOLUTION et TERRASSEMENT	VOIRIE ASSAINISSEMENT EAUX PLUVIALES	RECEPTION FINALE DES TRAVAUX
Infirmierie de chantier			
Nettoyage hors cantonnement	Lot DEPOLUTION et TERRASSEMENT	Lot DEPOLUTION et TERRASSEMENT	RECEPTION FINALE DES TRAVAUX
PIC	Lot DEPOLUTION et TERRASSEMENT	Lot DEPOLUTION et TERRASSEMENT	RECEPTION FINALE DES TRAVAUX
Protections collectives	Lot DEPOLUTION et TERRASSEMENT	CHAQUE LOT	RECEPTION FINALE DES TRAVAUX
Accès hauteur communs			
Déchets - Gravats	Lot DEPOLUTION et TERRASSEMENT	Lot DEPOLUTION et TERRASSEMENT	RECEPTION FINALE DES TRAVAUX
Protection contre les chutes	Lot DEPOLUTION et TERRASSEMENT		

4. MESURES DE COORDINATION SPS

4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 Préparation		Terrassement - VRD	Chute d'objets, éclats Collision, heurt Contraintes météorologiques Rupture, effondrement Multi danger	. Un espace de sécurité de 2 m doit être aménagé entre les parties mobiles des pelles et le personnel d'exécution à pied Temps. . .
		Réalisation des fouilles	Rupture, effondrement Rupture, effondrement Contact électrique direct ou indirect Chute d'objets, éclats Déplacement de plain-pied Inhalation poussières Multi danger

4.2. Analyse de risques

Séquence : 1 - Préparation

Terrassement - VRD

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute d'objets, éclats	Le bord des fouilles et / ou des tranchées devront être libre de tous dépôt de matériaux et / ou de matériel	Interdiction de stocker en bordure de fouilles.
Collision, heurt	Toute disposition devra être prise pour limiter les risques induits par la coactivité et notamment : Les engins de transports de terrassements seront munis d'un système sonore de recul. Un espace de sécurité de 2 m doit être aménagé entre les parties mobiles des pelles et le personnel d'exécution à pied (Port du gilet de haute visibilité)	.
Contraintes météorologiques	Ne pas intervenir en cas de mauvaises conditions météo : Pluies, Vents, Orages et autres.	.
Rupture, effondrement	Blinder si nécessaire (fouilles en tranchée de plus 1,30m et de largeur égale ou inférieure au 2/3 de la profondeur). Se conformer aux préconisations du géotechnicien. Tenir compte des surcharges et des ébranlements dus à la présence de bâtiments mitoyens ou à la circulations des véhicules sur les voies se trouvant à proximité des tranchées, afin de déterminer l'inclinaison du talutage et la nature du blindage à mettre en place.. Surveillance permanente des travaux.	.
Multi danger	Lors des opérations de terrassement, la découverte de tout objet suspect, type obus, caisse ... entraînera l'arrêt immédiat de l'opération en cours, l'évacuation des personnels à proximité, la mise en place d'un périmètre de sécurité balisé, et l'appel de la Préfecture pour identification. Les travaux ne reprendront qu'après autorisation écrite de la Maîtrise d'œuvre.	.

Réalisation des fouilles

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Rupture, effondrement	Présence de réseaux sensibles à proximité : prendre toutes les dispositions vis-à-vis des réseaux existants, selon directives des exploitants Evacuation des zones à proximité et sortie des personnels des fouilles, éloignement des bords de fouilles	Eloignement, et contrôle des états des réseaux Interdire les accès aux zones protégées et libération des fouilles
Rupture, effondrement	Assurer la stabilité des terres (à la charge de l'entreprise) Mettre en place une protection et un balisage de surface pour interdire les risques importés et exportés	Accès interdit en bordure de fouilles Utilisation des cheminements mis en place

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>Mise en place de bernes de 40cm minimum en bordure de fouilles</p> <p>Les fouilles en tranchée de plus de 1,30 mètre de profondeur et d'une largeur égale ou inférieure aux deux tiers de la profondeur doivent, lorsque leurs parois sont verticales ou sensiblement verticales, être blindées, étrépillonnées ou étayées et selon nature du terrain</p> <p>Faire dépasser les blindages d'au moins 15cm par rapport au niveau de sol</p> <p>Accès en fond de fouille à l'aide d'une échelle fixée en pied et en tête. L'échelle d'accès devra impérativement dépasser le niveau de sol d'au moins 1m</p> <p>Réaliser les pompages en fond de fouilles en cas d'accumulation d'eau</p> <p>Installation de passerelles de franchissement des tranchées en nombre suffisant</p>	
Contact électrique direct ou indirect	<p>DT, DICT, à faire par les intervenants (Moa + entreprises)</p> <p>S'assurer des piquetages des réseaux avant intervention et ouverture des fouilles</p> <p>Personnels habilités et formés aux risques</p>	.
Chute d'objets, éclats	<p>Guidage des manœuvres</p> <p>Neutralisation des zones de levage, et des cônes de chutes</p> <p>Planification précise des travaux</p> <p>Port des EPI adaptés, et éloignement des personnels</p>	<p>Respect impératif des zones neutralisées</p> <p>Vigilance lors des levages</p> <p>Port des EPI adaptés, et éloignement des personnels</p>
Déplacement de plain-pied	<p>La chaussée doit rester propre ; la nettoyer régulièrement (balayeuse) et à chaque demande du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS et mise en place d'une aire de lavage</p> <p>Le traitement à la chaux s'effectuera en l'absence de vent, toute disposition utile supplémentaire sera engagée aux frais de l'entreprise pour éviter les nuisances vis à vis des riverains.</p> <p>L'évacuation des terres sera soigneusement préparée et organisée avec les différents services intéressés.</p> <p>L'ensemble des panneaux de déviation et de signalétiques de chantier doit être mis en place, conformément à la réglementation, et entretenus jusqu'au terme des travaux</p>	<p>Respect impératif des zones neutralisées</p> <p>Port des EPI adaptés, et éloignement des personnels</p> <p>Interdire les exportations des boues sur les voiries sans nettoyage</p>
Inhalation poussières	<p>Privilégier un mode opératoire ne générant pas de poussières. Le cas échéant, il appartient à l'entreprise génératrice des nuisances, telles que les émanations de poussières, vapeur délétère, de mettre en</p>	<p>Coactivité interdite dans le cas où le lot concerné ne peut éviter de générer de la poussière.</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants (captation à la source, aspiration, ventilation, capotage (projection) travail par humidification ou brumisation)	
Multi danger	Les risques liés aux venues d'eau auront été au préalable appréhendés par l'entreprise de terrassement et s'il y a lieu, les matériels d'épuisement mis en place. En cas de présence d'eau polluée, l'entreprise titulaire concernée fera réaliser une analyse, les résultats au jour du sondage seront transmis au MOA, au MOE et au CSPS.	Ne pas franchir les dispositifs de délimitation mis en place, sans autorisation préalable du titulaire du lot.

4.3. Co-activités et protections collectives

4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que l'entreprise titulaire soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par chaque lot.
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage. (couleur distincte)

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective,

l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise EN CAS DE CARENCE AVEREE D'UNE ENTREPRISE, LE MAITRE D'OUVRAGE FERA INTERVENIR UNE AUTRE ENTREPRISE AUX TORTS EXCLUSIFS DE L'ENTREPRISE DEFAILLANTE. est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise EN CAS DE CARENCE AVEREE D'UNE ENTREPRISE, LE MAITRE D'OUVRAGE FERA INTERVENIR UNE AUTRE ENTREPRISE AUX TORTS EXCLUSIFS DE L'ENTREPRISE DEFAILLANTE. qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières, gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .).

Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

Les EPI seront adaptés aux tâches et aux risques en présence.

Pour chaque personne, les EPI seront changés régulièrement notamment en ce qui concerne les cartouches de charbon actif des protections respiratoires.

Les EPI souillés seront stockés dans des fûts et seront évacués en filière spécialisée en fin de chantier. Un BSD sera alors fourni.

4.4. Equipement de levage

Sans objet

4.4.1. Autorisation de survol

Sans objet

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec "l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposées par ces derniers.

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Sans objet

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Sans Objet.

4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

Sans Objet.

4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

4.6.4. Protection des accès – Auvents

Sans objet

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

Une attention particulière sera portée sur la propreté aux abords du chantier et un balayage/arrosage des

voiries publiques sera réalisé dès que nécessaire par le personnel de l'entreprise. Une balayeuse sera missionnée lorsque nécessaire.

Les pistes de chantier seront également entretenues quotidiennement afin de limiter l'impact des livraisons par camion sur les voiries.

5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5.2. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

L'entreprise titulaire est responsable de l'évacuation des déchets. Dans le cas d'utilisation de bennes, leur remplacement est à effectuer à chaque fois que cela s'avère nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.

5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - A la charge de l'entreprise titulaire.
- Demandes d'arrêtés - En cas de découverte d'engins de guerre : baliser la zone, alerter la gendarmerie la plus proche (Tél 17) arrêter tous les travaux, procéder à l'évacuation de la zone et laisser des "vigiles" en attendant les démineurs.
- Autorisations concessionnaires - A la charge de l'entreprise titulaire.

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation de ses travaux.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'œuvre.

Les entreprises établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux [DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'œuvre

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'œuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

La réglementation anti-endommagement (AIPR) concerne autant les travaux en zone publiques que privées.

6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

Qualité des milieux :

Sur le milieu sol - Les investigations menées ont mis en évidence :

- Des impacts organiques : COHV, HCT et COHV, et HCT/HAP au sein d'une couche noirâtre
- Des anomalies en métaux plus marquées en cuivre, zinc, arsenic, mercure, plomb et fer dans les remblais de couleur violette,
- De forte disparité des valeurs de pH (entre 2,9 et 11,5),
- Teneurs variables en ammonium, nitrates, nitrites, azote, phosphates, phosphore, sulfates, soufre et chlorures, avec des concentrations notables réparties sur l'ensemble du site.

Milieu eaux souterraines - Les résultats d'analyses ont mis en évidence :

- Des anomalies sur les ions non métalliques tels que les Chlorure, Nitrates, Sulfates, Nitrite, Ammonium
- En métaux notamment en cuivre, zinc, arsenic, mercure, Nickel, Potassium, en Phosphore

Milieu gaz du sol - Les investigations menées ont mis en évidence principalement des impacts en :

- Benzène
- HAP: naphtalène et acénaphène
- COHV: PCE, TCE, cis-1,2-DCE, 1,1-DCE et trichlorométhane
- Ammoniac

Risques liés à l'ammoniac et aux composés volatils :

Les différentes investigations ont mis en évidence la présence d'Ammoniac et des composés volatils. L'ammoniac sera probablement le polluant le plus contraignant à gérer en phase chantier du fait de son seuil olfactif très bas : 0,5 ppm.

Le CCTP prévoit la mise en oeuvre d'une brumisation avec neutralisant d'odeur durant la phase de terrassement des matériaux contenant de l'ammoniac et des composés volatils. Durant les opérations de concassage/criblage de ces matériaux, la brumisation sera complétée par une aspiration à la source avec traitement des gaz.

En cas de dégazage important avec émanation de composés volatils au-delà de 10 ppm NH₃ en limite de site, des mesures complémentaires pourront être mises en oeuvre de type : tente de confinement mise en dépression et traitement de l'air (poste en PM).

Risques liés à la présence d'azote :

Les analyses mettent en évidence des concentrations élevées sur les paramètres azotés (azote, ammonium, ammoniac). Cette anomalie est souvent associée à un pH basique. L'ammonium n'est pas un déchet dangereux. Cependant, au contact avec de l'eau, il peut se former de l'hydroxyde d'ammonium. Ainsi, les terres non dangereuses pourraient être déclassées en déchets dangereux pour cette raison.

Selon les propriétés chimiques de l'ammonium, en présence d'un milieu basique, l'ammonium peut se transformer en ammoniac. Il existe donc un risque de dégagement d'ammoniac lorsque le pH est élevé avec une forte concentration en ammonium.

D'après l'étude historique, aucune production d'ammonitrate (engrais simple) n'a été recensée sur site écartant le risque de retrouver du nitrate d'ammonium dans les sols, qui est un déchet dangereux.

Le risque de former de l'acide nitrique à partir de ammoniac est faible en phase chantier notamment par rapport la température de réaction (T>200° C).

Risques liés à la présence de métaux :

Les analyses mettent en évidence la présence de nombreux métaux. Dans ces métaux, uniquement le mercure présente un risque fort. D'après les articles R. 541- 7 à R. 541-11 du Code de l'environnement, tous déchets contenant du mercure sont considérés comme des déchets dangereux.

Autres risques :

L'ensemble des activités sur site notamment l'utilisation d'acide sulfurique, de phosphate... entraine la présence d'ions non métalliques en fortes concentrations (Sulfate, Souffre, Chlorure...). Ces ions sont très mobilisables et ils peuvent entraîner un déclassement des matériaux en déchets dangereux avec une nécessité de stabiliser/éviter une lixiviation des matériaux dans un centre de stockage .

Les analyses mettent également en évidence des teneurs élevées en HAP qui est liée à la présence d'un horizon noirâtre de type goudron de faible épaisseur. De fortes concentrations peuvent déclassement des terres en déchets dangereux notamment en raison de la difficulté de traiter ces dernières de façon biologique.

Des mesures PID doivent être réalisées quotidiennement par l'entreprise titulaire afin de s'assurer de l'absence d'émission de composés volatils hors site et ainsi rassurer les riverains.

Afin de réduire les nuisances générées par les travaux d'excavation (émanations de gaz, odeurs et poussières), des brumisateurs mobiles pourront être utilisés au de la zone de terrassement et les principaux stockages de matériaux.

Les EPI seront adaptés aux tâches et aux risques en présence.

Pour chaque personne, les EPI seront changés régulièrement notamment en ce qui concerne les cartouches de charbon actif des protections respiratoires.

Les EPI souillés seront stockés dans des fûts et seront évacués en filière spécialisée en fin de chantier. Un BSD sera alors fourni.

Assurer un suivi environnemental :

- Mesure PID ambiant sur le chantier
- Mesure d'empoussièrement
- Suivi l'état de propreté de la route, ...

6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Non connu lors de la rédaction du PGC

6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

Sans objet

6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu

La prévention de l'incendie et explosion passe par la gestion des travaux par points chauds qui regroupent :

les opérations de retrait de matières ou de désassemblage d'équipements par découpage, meulage ou ébarbage

les opérations d'assemblage par soudures par exemple ou de mise en place ou retrait d'étanchéité en matériaux inflammables.

De manière générale, ceci comprend tous les travaux pouvant produire des étincelles ou pouvant engendrer des surfaces chaudes qui sont susceptibles d'engendrer des incendies par induction.

Les machines portatives tournantes (disqueuses, tronçonneuses, perceuses...) sont aussi concernées par les mesures de prévention.

Le permis de feu est prévu pour encadrer toutes les opérations susceptibles de générer des points chauds d'une manière générale. Lorsque des travaux par points chauds concernent un poste permanent (poste fixe de soudure par exemple), le permis de feu n'est pas nécessaire, la maîtrise des sources d'inflammation étant déjà effectuée dans l'évaluation des risques du poste de travail. (extrait document INRS).

La rédaction du permis de feu est obligatoire pour tous travaux par points chauds, que ces opérations soient réalisées par l'entreprise elle-même ou par une entreprise extérieure. Cette démarche s'intègre dans les procédures existantes (autorisation de travaux, plan de prévention, plan particulier sécurité protection de la santé (PPSPS)...) et fait partie intégrante des mesures de prévention issues de l'évaluation des risques de l'entreprise (document unique).

Le permis de feu doit être formalisé et expliqué. Chaque intervenant doit connaître les risques et les moyens à mettre en oeuvre pour les diminuer et s'engage à respecter les règles de l'intervention.

Nous demandons aux entreprises de se référer au document INRS ED6030 et notamment aux pages 11 à 14 définissant l'ensemble des démarches et comportant aussi un exemple de permis de feu.

6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Sans Objet.

6.7. Cas particulier

Sans objet

7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

Dès lors que l'effectif total du chantier dépasse 200 salariés une infirmerie est mise en place.

7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

7.4. Procédure d'organisation des secours

Chaque entreprise doit préciser dans son PPSPS, les mesures d'organisation des secours qu'elle met en œuvre

7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

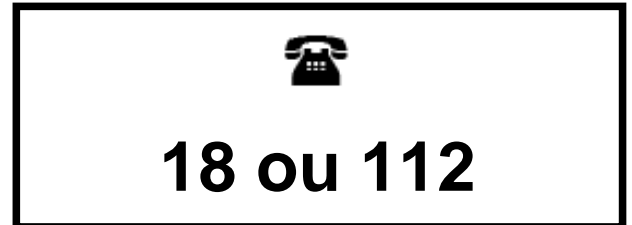
7.6. Point de rencontre secours

A indiquer sur le Plan d'Installation de Chantier.

7.7. Modèle de fiche de secours

*EN CAS D'***ACCIDENT**

Appelez les Pompiers



et dites :

1.ICI CHANTIER : 29/QUIMPERLE/RUE PONT AVEN

Adresse : 69, rue de Pont-Aven (Kervidanou) 29300 QUIMPERLE

2.PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3.SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4.FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

A indiquer sur le Plan d'Installation de Chantier.

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

ANNEXES AU P.G.C.

Liste des pièces jointes au P.G.C.

- DHOL 1
- Annexe_Presence_Silice
- Annexe_SCALP
- Annexe_Arrêt_Cour_de_Cassation_du_14_Janvier_2025